

# R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

U N I O N I N T E R P A R L E M E N T A I R E



## G R O U P E F R A N Ç A I S

### *Audition parlementaire de l'UIP aux Nations Unies (New York, 8 et 9 février 2024)*

**Une délégation du Groupe français de l'UIP** composée de son président exécutif, M. Xavier Iacovelli, sénateur (Rassemblement des démocrates progressistes et indépendants) des Hauts-de-Seine, de Mme Aude Luquet, députée (Modem et Indépendants) de Seine-et-Marne, de M. Hervé Maurey, sénateur (Union centriste) de l'Eure et de M. Kevin Mauvieux, député (Rassemblement national) de l'Eure, **a participé les 8 et 9 février 2024 à l'audition parlementaire de l'UIP aux Nations Unies.**

Cette réunion, qui a accueilli environ 200 participants de 48 pays, s'inscrivait dans la **préparation du Sommet de l'Avenir qui sera organisé aux Nations Unies en septembre 2024** et dont l'ambition est de refonder et de **relancer le multilatéralisme.**



**M. Xavier Iacovelli** a prononcé une intervention lors de la première séquence pour rappeler que la France soutenait pleinement cette démarche et qu'elle avait formulé **20 propositions destinées à enrichir le Nouvel Agenda pour la Paix** présenté par le Secrétaire général de l'ONU et à renforcer l'autorité du système de sécurité collective. Ces propositions portent notamment sur l'élargissement du Conseil de Sécurité de l'ONU et l'encadrement de son droit de veto en cas d'atrocités de masse, le renforcement de l'autonomie et des moyens d'action du Secrétaire général et la réforme des opérations de maintien de la paix.

Dans son intervention, **M. Hervé Maurey** a affirmé que les **déplacements de population liés au changement climatique et les risques qu'ils comportent**, en particulier dans les régions les plus défavorisées, doivent nous inciter à poursuivre nos efforts **pour combattre le dérèglement climatique et appliquer l'Accord de Paris sur le climat.** A cet égard, il a rappelé que la France s'était engagée à

mobiliser plus de 6 milliards d'euros de financements en faveur du climat chaque année. Il a plaidé pour une **prise en compte spécifique de la dimension climatique des conflits**, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, ce sujet ne pouvant être traité seulement dans le cadre des Conférences des Parties (COP).

**Mme Aude Luquet** a rappelé que face au constat d'une sous-représentation des femmes dans les instances politiques et les positions de pouvoir, notre pays était mobilisé. Ainsi la France met-elle en œuvre le plan de l'ONU « Femmes, paix et sécurité », elle s'est dotée d'une « diplomatie féministe » et d'un cadre législatif progressiste destiné à combattre les inégalités de genre, à l'image de la loi qui impose la parité lors des élections sous peine de sanctions. Cependant, a-t-elle observé, il est nécessaire de **combattre les discriminations dès la naissance et de lever les obstacles qui empêchent les femmes de s'engager**. Cela passe notamment par l'éducation, la mise en avant de modèles et aussi davantage de moyens pour leur permettre de concilier vie familiale et vie politique.

**M. Kévin Mauvieux** a défendu l'idée que dans un environnement international instable et porteur de violences, **l'instauration d'une paix durable ne passait pas par les armes**, mais par la mobilisation du levier éducatif, l'action de la société civile et des coopérations fondées sur un respect mutuel des nations et de leurs cultures. Il a interrogé les intervenants sur la possibilité d'un renforcement de la coopération internationale dans le domaine éducatif et les moyens d'y parvenir.

**M. Xavier Iacovelli** est intervenu dans le cadre du volet spécial de l'audition consacré à « La diplomatie parlementaire en faveur de la paix : bonnes pratiques et défis communs ». **Il a fait valoir l'utilité et la spécificité de la diplomatie parlementaire, qui tient à la légitimité démocratique de ses acteurs et à leur liberté de ton**, tout en soulignant que leur marge de manœuvre dépendait de l'espace que les gouvernements laissaient aux parlements dans le champ international et des moyens qui leur étaient alloués, se demandant comment ces conditions pouvaient être réunies dans tous les pays.

En marge de l'audition parlementaire, la délégation s'est entretenue avec **M. Nicolas de Rivière, Ambassadeur de France, Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies**. Les échanges ont porté notamment sur l'actualité au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies, marquée notamment par la guerre en Ukraine et à Gaza, et sur les perspectives de réforme du Conseil de Sécurité.

---

[Lien](#) vers la page de l'événement